

SOINS SERVICE

Association

Siège social à BOVES (80440) – 4 rue de l'Île Mystérieuse
- SIRET 780 607 123 -

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'Association SOINS SERVICE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association SOINS SERVICE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du le Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

SECOVI AUDIT

ANNEXE

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Amiens, le 30 mai 2024



Pour SECОВI AUDIT
Gauthier BRUNET, Commissaire aux Comptes

SECОВI AUDIT

Bilan Actif

SOINS SERVICE

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 24/04/24
Devise d'édition EUR

	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	29 523	29 523		
Frais de recherche et développement				
Concession, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	365 815	338 863	26 952	53 353
Fonds commercial (1)				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 545 706		1 545 706	1 545 706
Constructions	5 738 127	1 800 540	3 937 587	4 201 893
Installations techniques, matériel et outillage industriel	777 143	511 144	265 999	293 667
Autres	2 413 968	1 743 714	670 254	755 749
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours	299 235		299 235	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	27 176		27 176	40 060
TOTAL I ACTIF IMMOBILISE	11 196 694	4 423 783	6 772 910	6 890 428
STOCKS ET EN-COURS	512 081		512 081	541 269
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	1 000		1 000	255
CRÉANCES (3)				
Créances usagers et comptes rattachés	3 989 190	4 773	3 984 417	3 466 572
Autres créances	902 003		902 003	782 116
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	9 242 534		9 242 534	9 189 233
INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
DISPONIBILITES	2 225 355		2 225 355	2 266 601
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	144 892		144 892	81 466
TOTAL II ACTIF CIRCULANT	17 017 055	4 773	17 012 282	16 327 511
Frais d'émission d'emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	28 213 749	4 428 557	23 785 192	23 217 939
(1) Dont droit au bail	(2) Dont à moins d'un an		(3) Dont à moins d'un an	
			5 030 383	
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organes statutairement compétents				
Autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

Bilan Passif

SOINS SERVICE

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 24/04/24
Devise d'édition EUR

	Net (N) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatif sans droit de reprise	13 170 209	13 065 887
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise		
Réserves	11 585	11 585
Report à nouveau sur gestion propre	1 756 535	53 212
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	525 271	1 807 646
Autres fonds associatifs		
Fonds associatif avec droit de reprise		
- Apports		
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
- Subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables		
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise	96 437	141 039
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL I FONDS ASSOCIATIFS	15 560 038	15 079 368
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 194 961	1 201 868
Provisions pour charges	490 010	456 526
TOTAL II PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 684 971	1 658 394
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
TOTAL III FONDS DEDIES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires	610 993	787 501
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	435	435
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 158 957	1 911 238
Dettes fiscales et sociales	3 756 744	3 772 952
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	13 054	8 051
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL IV DETTES	6 540 184	6 480 177
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	23 785 192	23 217 939
(1) A plus d'un an 504 146 A moins d'un an 6 036 037		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	212	
(3) Dont emprunts participatifs		
ENGAGEMENTS DONNES		

Compte de Résultat en liste

SOINS SERVICE

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 24/04/24
Devise d'édition EUR

	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :		
- Ventes de marchandises	2 954 391	2 150 666
- Production vendue [biens et services]	27 092 785	26 691 948
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	30 047 176	28 842 614
Dont à l'exportation :		
- Production stockée		
- Production immobilisée		
- Produits nets partiels sur opérations à long terme	57 014	211 537
- Subventions d'exploitation	326 234	501 376
- Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	110	110
- Cotisations	1 388 522	1 601 049
- Autres produits		
TOTAL I PRODUITS D'EXPLOITATION	31 819 055	31 156 686
CHARGES D'EXPLOITATION (2) :		
- Achat de marchandises	1 732 883	1 523 277
Variation de stocks	(28 167)	(145 871)
- Achats de matières premières et autres approvisionnements	144 578	1 139 095
Variation de stocks	57 354	3 740
- Autres achats et charges externes	11 628 547	9 841 552
- Impôts, taxes et versements assimilés	1 622 035	1 485 246
- Salaires et traitements	10 759 376	9 993 808
- Charges sociales	4 901 707	4 733 679
- Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	743 653	761 761
- Sur immobilisations : dotations aux provisions		
- Sur actif circulant : dotations aux provisions	129	9 348
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	96 766	64 131
- Subventions accordées par l'association		
- Autres charges	9 061	129
TOTAL II CHARGES D'EXPLOITATION	31 667 923	29 409 895
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	151 133	1 746 791
PRODUITS FINANCIERS :		
- De participation (3)		
- D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
- Autres intérêts et produits assimilés (3)	247 333	33 629
- Reprises sur provisions et transferts de charges		263 296
- Différences positives de change		
- Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III PRODUITS FINANCIERS	247 333	296 925
CHARGES FINANCIERES :		
- Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Intérêts et charges assimilées (4)	8 204	216 385
- Différences négatives de change		
- Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV CHARGES FINANCIERES	8 204	216 385
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	239 129	80 540

Compte de Résultat en liste - suite

SOINS SERVICE

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 24/04/24
Devise d'édition EUR

	31/12/2023	31/12/2022
--	------------	------------

3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	390 262	1 827 332
---	----------------	------------------

PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
- Sur opérations de gestion	193 399	99 486
- Sur opérations en capital	59 469	64 560
- Reprises provisions et transferts de charges	6 908	
TOTAL V PRODUITS EXCEPTIONNELS	259 775	164 046

CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
- Sur opérations de gestion	65 955	124 610
- Sur opérations en capital		50 001
- Dotations aux amortissements et aux provisions		9 120
TOTAL VI CHARGES EXCEPTIONNELLES	65 955	183 732

4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	193 820	(19 686)
--	----------------	-----------------

Impôts sur les bénéfices (VII)	58 811	
- Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (VIII)		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées (IX)		

TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VIII)	32 326 163	31 617 657
--	-------------------	-------------------

TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + IX)	31 800 892	29 810 011
--	-------------------	-------------------

EXCEDENT OU DEFICIT	525 271	1 807 646
----------------------------	----------------	------------------

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
PRODUITS		
- Bénévolat		
- Prestations en nature		
- Dons en nature		
TOTAL		

CHARGES		
- Secours en nature		
- Mise à disposition gratuite de biens et services		
- Personnel bénévole		
TOTAL		



ANNEXE SOINS SERVICE

Désignation de l'association : SOINS SERVICE

Annexe au bilan, avant répartition de l'exercice clos au 31/12/2023, dont le total est de 23 785 192 euros.
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 525 271 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023
Les notes, tableaux et informations ci-après font partie intégrante des comptes annuels.
Ces comptes annuels ont été arrêtés le 7 mai 2024 par le Conseil d'Administration.

Les informations ci-après ont été établies conformément aux dispositions de la section 3 du chapitre III du titre VIII du règlement ANC
n°2014-03 relatif au plan comptable général sous réserves des dispositions particulières du règlement ANC
n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Descriptif de l'objet social, activités et moyens mis en œuvre :

Créée en 1967, l'association Soins Service a pour mission d'apporter au domicile des patients et des usagers l'aide et les soins nécessaires à leur état de santé. Elle permet à la personne d'être chez elle dans son environnement familial et social et de bénéficier d'un accompagnement personnalisé.

Plusieurs activités : de l'Hospitalisation à domicile (HAD), un service de soins infirmiers à domicile (SSIAD), un service d'aide à domicile (SAAD : Prestataire, Mandataire), un service PSAD (Prestation de Santé A Domicile) et ouverture en 2023 d'un Centre de Formation et d'Apprentissage.

- L'activité HAD relève du secteur sanitaire. C'est l'activité principale de l'association qui représente 77% du total et emploie 160 ETP.
Le financement de cette activité provient de la CPAM via l'ARS. La facturation est assurée par la Tarification A l'Activité (T2A) qui représente 93% des produits de l'HAD.
Des dotations MIGAC (Missions d'intérêt général et d'aides à la contractualisation) et IFAQ (dispositif d'Incitation Financière A la Qualité) sont également allouées par enveloppes en 4 phases.
- L'activité SSIAD relève du secteur médico-social. Cette activité représente 8% du total et emploie 37 ETP.

Elle est financée par une Dotation Globale de Financement déterminée par l'ARS en fonction de notre budget déposé.
- Le SAAD intègre un secteur Prestataire et un secteur Mandataire employant 25 ETP.

Cette activité relève du secteur médico-social. Son financement est assuré par le Conseil Département et les usagers selon une tarification accordée dans le CPOM (convention signée entre l'association et le Conseil Départemental) .
- L'activité PSAD est le seul secteur lucratif de l'association. Elle emploie 24 ETP répartis sur 3 agences : Glisy, Loos et Rouen
- Le CFA a été lancé en 2023 mais l'activité n'a démarré que début 2024.
Il emploie 1 chargé de développement (0,48 ETP en 2023).
Le financement provient des remboursements de formation par l'OPCO Santé et Uniformation.
- Les services supports et affaires générales au siège emploient 32 ETP qui sont au service de l'ensemble des secteurs d'activités opérationnelles.

Evènements significatifs de l'exercice :

Néant



ANNEXE SOINS SERVICE

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice comptable à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

*** Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les constructions ont fait l'objet d'une décomposition par composants conformément aux préconisations comptables.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Autres immobilisations incorporelles	3 à 7 ans
Bâtiment	25 ans
Agencements et aménagements divers	10 à 25 ans
Matériels et outillages Industriels	5 ans
Matériels de bureau et informatique	3 ans
Matériels de transport d'exploitation	4 à 5 ans
Mobiliers	5 à 10 ans

*** Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement**

Néant

*** Stocks**

Valorisation des stocks selon la méthode PEPS.

Absence de dépréciation expliquée par une absence de stocks à faible rotation et des durées de vie de produits longues.
Le montant des produits périmés en 2023 est non significatif (< 1 k€)



ANNEXE SOINS SERVICE

* Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

* Primes de remboursement des obligations

Néant

* Provisions règlementées

Néant

* Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques est constituée à hauteur de 1 194 960,65 € afin de couvrir les conséquences d'un éventuel contrôle de T2A par la CPAM et les éventuels indus en résultant.

Une provision pour charges à hauteur de 490 009,93 € couvre les indemnités de retraite (voir point 2.2.4).

* Opérations en devises

Néant

* Opération à long terme

Néant

* Cotisations des membres

La comptabilisation des cotisations des membres du Conseil d'Administration s'effectue lors de l'encaissement



ANNEXE BILAN 31/12/2023

2 Informations relatives au bilan

2 Actif

2.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	381 568	13 770		395 338
Immobilisations corporelles	10 193 363	625 250	44 432	10 774 180
Immobilisations financières	40 060	3 200	16 084	27 176
TOTAL	10 614 990	642 220	60 516	11 196 694

2.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	328 214	40 171		368 386
Immobilisations corporelles	3 396 348	703 482	44 432	4 055 398
Immobilisations financières				0
TOTAL	3 724 562	743 653	44 432	4 423 783

2.1.3 Tableau des dépréciations de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations cumulées au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Dépréciations cumulées à la fin de l'exercice
Immobilisations financières	0			0
TOTAL	0	0	0	0



ANNEXE BILAN 31/12/2023

2.1.5 Immobilisations financières

2.1.5.1 Principaux mouvements

Complément Cauton TOTALENERGIES au PSAD	3 200,00
Remboursement Cauton anciens locaux à LOOS	-6 033,39
Remboursement Cauton TOTAL LMS	-1 503,00
Remboursement Cauton TOTAL PSAD AMIENS	-4 000,00
Remboursement Cauton anciens locaux à LOOS	-4 548,00
TOTAL	-12 884,39

2.1.6 Immobilisations en commodat

Néant

2.1.7 Stocks

Valorisé à 512 081 € selon inventaire au 31/12/2023

Dont stocks de compléments alimentaires :	6 328 € pour l'activité HAD		
Dont stocks de médicaments :	13 163 € pour l'activité HAD		
Dont stocks de dispositifs médicaux :	133 867 € pour l'activité HAD		
Dont stocks de petits matériels médicaux :	11 434 € pour l'activité HAD		
Dont stocks de marchandises :	347 289 € pour l'activité PSAD	dont Amiens	149 290 €
	512 081 €	dont Lille	124 274 €
		dont Rouen	73 724 €

2.1.8 Créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d' 1 an	Échéances à plus d' 1 an
Créance de l'actif immobilisé	27 176		27 176
Créances litigieuses (provisionnées à 100%)	5 702		5 702
Créances - factures à établir	77 633	77 633	
Avances et acomptes versés sur commandes	1 000	1 000	
Clients	3 905 855	3 905 855	
Personnel et charges sociales	103 769	103 769	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	86 532	86 532	
Autres	711 702	711 702	
Charges constatées d'avance	144 892	144 892	
TOTAL	5 064 260	5 031 382	32 878



ANNEXE BILAN 31/12/2023

2.1.9 Produits à recevoir 667 577 €

IJ Maladie et formation	120 724 €
Intérêts banques	222 043 €
Remboursement d'assurance multirisque PSAD	405 €
Solde subventions MIGAC	224 126 €
Solde subventions IFAQ	11 567 €
Solde Subvention SPASAD Fondation de France	10 000 €
Subvention SSIAD Recrutement apprenti	10 000 €
Solde subventions Programmes Numériques	68 712 €

2.1.10 Valeurs mobilières de placement

Néant

2.1.11 Charges constatées d'avance 144 892 €

Maintenance et location matériel	60 727 €
Téléphonie	357 €
Assurances	55 140 €
Abonnements revues	2 178 €
Fournisseurs livraisons	24 949 €
Formations	1 540 €



ANNEXE BILAN 31/12/2023

2.2 Passif

2.2.1 Fonds associatifs et subventions d'investissements

2.2.1.1 Fonds associatifs sans droit de reprise

	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	13 065 887	127 245	22 922	13 170 209
Valeur du patrimoine intégré				0
Fonds statutaires				0
Apports sans droit de reprise				0
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				0
Fonds associatifs avec droit de reprise				0
Subventions d'investissement	197 445	87 557	81 890	203 112
Subventions d'investissement inscrite au compte de résultat	-56 406	-76 944	-26 675	-106 675
Réserves				0
Réserves indisponibles (SSIAD)	11 585			11 585
Réserves statutaires ou contractuelles				0
Réserves règlementées				0
Autres / compensation SSIAD 2013				0
Report à nouveau excédentaire		1 967 696		1 967 696
Report à nouveau débiteur		16 150		16 150
Report à nouveau résultat SSIAD affecté à la réduction/augmentation des charges d'exploitation	53 212		280 523	-227 311
TOTAL	13 271 722	2 121 705	358 660	15 034 767

* L'affectation des résultats du SSIAD est imposée par l'ARS

2.2.1.2 Subventions d'investissements

Une subvention de 11 743,14€ pour le dossier ESMS NUMERIQUE a été octroyée.

Une subvention d'investissement de 81 890€ constatée en 2022, et validée par l'Agence Régionale de Santé des Hauts de France en soutien à l'engagement de l'établissement dans ses actions relatives aux investissements courants visant à améliorer rapidement et significativement le fonctionnement des services au quotidien, a été annulée, et recalculée en fonction de la date d'engagement des dépenses; cette date devant être postérieure à la date de signature de la convention avec l'ARS.

Le montant corrigé s'élève à 56 880,56€.

Une subvention d'investissement à recevoir de 18 933,76€, validée par l'Agence Régionale de Santé des Hauts de France en soutien à l'engagement de l'établissement dans ses actions relatives aux investissements courants pendant l'année 2023, et visant à améliorer rapidement et significativement le fonctionnement des services au quotidien a été constatée au bilan 2023.

Toutes ces subventions sont reprises au rythme des amortissements constatés des immobilisations concernées.

SECOVI AUDIT
Commissaire aux Comptes



ANNEXE BILAN 31/12/2023

2.2.2 Report à nouveau avant répartition du résultat

Tableau de report à nouveau avant répartition du résultat		
Nature du report à nouveau	Débit	Crédit
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées :		
- à l'exercice	227 311	
- aux exercices ultérieurs	(Pour 2021 : 67 260,87€) (Pour 2022 : 160 049,86€)	
Report à nouveau non affecté des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		
SOLDE	227 311	0

2.2.3 Provisions pour risques et charges

2.2.3.1 Tableau des provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges	1 201 868		6 908	1 194 961
Autres charges (Provision IFC)	456 526	96 766	63 282	490 010
Provisions pour reversement d'une subvention suite à la non-atteinte des objectifs fixés dans la condition résolutoire				
TOTAL	1 658 394	96 766	70 189	1 684 971



ANNEXE BILAN 31/12/2023

2.2.4 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
IDR	490 010	80 687	570 697
Engagements de pension à d'anciens dirigeants	0	0	0
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite	0	0	0
TOTAL	490 010	80 687	570 697

Les chiffres ci-dessus sont issus de la méthode historiquement utilisée.

Soit : 100% de l'IFC provisionnée dès que le salarié a atteint 10 ans d'ancienneté (sans tenir compte du taux de turnover, de la probabilité de ne plus être là à l'âge de la retraite, de la mortalité, ...).

Et absence de provision sur l'ensemble des salariés n'ayant pas atteint les 10 ans d'ancienneté, conformément à la convention collective.

Cette provision pour être conforme à la définition des IDR a fait l'objet d'un recalcul en retenant les hypothèses

- Taux d'actualisation retenu au 31/12/2023 = **3,15%**
- Taux de revalorisation des salaires : **2,00%**
- Taux de turnover sur les CDI : Calculé par tranches d'âges intégrant uniquement les départs volontaires.

TABLE pour EXPERT RH		
Employé	de 0 à 19 ans	20,34%
Employé	de 20 à 29 ans	20,34%
Employé	de 30 à 39 ans	12,93%
Employé	de 40 à 49 ans	10,26%
Employé	de 50 à 59 ans	4,65%
Employé	de 60 à 69 ans	3,85%
Cadre	de 0 à 19 ans	5,00%
Cadre	de 20 à 29 ans	5,00%
Cadre	de 30 à 39 ans	5,71%
Cadre	de 40 à 49 ans	3,33%
Cadre	de 50 à 59 ans	3,33%
Cadre	de 60 à 69 ans	0,00%
Cadre	de 70 ans à ...	0,00%

Sur la base des Hypothèses retenues, l'IDR s'élèverait à un maximum de 571K€ soit un engagement hors bilan de 81K€ correspondant à la différence entre la somme provisionnée et l'IDR recalculé à fin 2023.

Ce calcul doit être affiné afin que la provision complémentaire puisse être comptabilisée en 2024 pour couvrir 100% de l'engagement.

2.2.5 Fonds dédiés - Tableaux de suivi

Néant

2.2.5.1 Subventions de fonctionnement affectées

Néant



ANNEXE BILAN 31/12/2023

2.2.6 Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		moins d' 1 an	Entre 1 an et 5 ans	plus de 5 ans
Cautionnements reçus	435	435		
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	516	516		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 158 957	2 158 957		
Emprunts	610 477	106 331	438 420	65 726
Dettes fiscales et sociales	3 756 744	3 756 744		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	13 054	13 054		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	6 540 184	6 036 038	438 420	65 726

NB : la ligne dette fiscales et sociales comprend une charge à payer de 67K€ au titre de la revalorisation des salaires (souhaité par la FEHAP, avec effet rétroactif au 01/07/2023). Cette revalorisation est en cours de négociation par la FEHAP. Cette négociation étant bien avancée, Soins Service a décidé de l'intégrer dans les comptes 2023.

2.2.7 Charges à payer (comprises dans le 2.2.6)

Fournisseurs factures non parvenues = 165 662

Dettes provisions congés payés, RTT... et charges s'y rapportant = 2 123 667



ANNEXE BILAN 31/12/2023

3 Informations relatives au compte de résultat

3.1 Ventilation des produits d'exploitation **31 819 055**

Répartition des chiffres d'affaires nets :

HAD	23 329 122
SSIAD	2 518 092
PRESTATAIRE	1 184 228
MANDATAIRE	24 392
PSAD	2 954 391
CFA FORMA SOINS	681
AUTRES (dont mise à disposition)	36 270
	30 047 176

Subventions d'exploitation **57 014**

Reprises sur amortissements et provisions

Transferts de charges **326 234**

Autres produits **1 388 632**

Dont Dotations MIGAC : 1 156 893

Dont Dotations IFAQ : 231 209

3.2 Ventilation de l'effectif moyen

Catégories	Personnel salarié en ETP	Personnel mis à disposition
Cadres	78,04	
Technicien et agents de maîtrise (PSAD)	2,84	
Non cadres	197,80	22,47
Contrats aidés		
TOTAL	278,68	22,47

Voir ci-contre le détail par contrat ou statut et par département.

3.2 Contributions volontaires en nature

Néant

SECOVI AUDIT
Commissaire aux Comptes



ANNEXE BILAN 31/12/2023

4 Autres informations

4.1 Informations relatives à la rémunération brute des dirigeants

Néant

4.2 Engagements hors bilan

4.2.1 Emprunts auprès des organismes bancaires

- Emprunt CREDIT AGRICOLE de 1 225 000€

En cours au 31/12/2023 : 610 476,95

*Engagements : hypothèque conventionnelle de premier rang
et privilège de prêteur de denier*



ANNEXE BILAN 31/12/2023

4 Annexe au tableau 4 (liasse fiscale)

Détail des produits et charges exceptionnels et sur exercice antérieur

	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Provisions	0	6 908
Amendes et autres charges exceptionnelles	1 873	
		50 269
Quote part subventions d'investissements virée au compte de résultat		
Cession des éléments d'actif/immo financières	0	9 200
	1 873	66 376
	Charges sur exercices antérieurs	Produits sur exercices antérieurs
Factures fournisseurs exercice antérieur	64 082	
Encaissements divers		193 399
	64 082	193 399
TOTAL	65 955	259 775